

**Belgian Disability Forum asbl (BDF)**  
**Conseil d'administration**  
**13/11/2018**

**Présents :**

Gisèle	Marlière	GM
Thomas	Dabeux	TD
Peter	Schlembach	PSCH
Veerle	Van Den Eede	VVDE
Emilie	De Smet	EDS

**Excusés**

Pierre	Gyselinck	PG
--------	-----------	----

**Secrétariat :**

Olivier	Magritte	OME
---------	----------	-----

**1. Approbation du PV du 09/10/2018**

- OME présente ses excuses : il n'a pas eu le temps de rédiger le rapport de la réunion précédente. Il sera à l'ordre du jour de la réunion de décembre

**2. UNCRPD et droit européen du handicap : acquis du séminaire ERA (Academy of European Law) par Anne Ketelaer (Les Briques du Gamp) : annulé**

- OME explique que Madame Ketelaer a dû faire face à d'autres obligations. Elle a transmis le Ppt du séminaire. VDE a pointé les éléments les plus importants
- GM demande au secrétariat, s'il en a l'occasion, de voir ce que l'on peut utiliser du document sur les statistiques dont le lien est contenu dans le Ppt (<https://www.disability-europe.net/theme/statistical-indicators>)
- OME rappelle que pour les FSE il est quasiment impossible pour le secrétariat de creuser ce dossier très complexe et qui est une « chasse gardée » des Fonds (AVIQ, Phare, VAPH, Dienststelle...)

- GM + EdS conviennent qu'elles vont interroger en « Comité de branche » de l'AVIQ sur la méthodologie qui a cours en matière de recours au Fonds structurel, notamment en ce qui concerne les conditions « ex-ante » pour lesquelles l'associatif est censé être consulté
- GM considère qu'il conviendra de parler du FSE dans le rapport alternatif via le 4.3 sur le financement de l'associatif
- EdS demande également de veiller à ce que ce soit un des points EDF dans le cadre des élections EU de 2019
- VvdE fait remarquer que le Ppt contient des chiffres très intéressants sur la pauvreté, mais d'où viennent-ils ? Cela montre que les risques de pauvreté sont très élevés en Belgique : au-dessus de la moyenne européenne

### **3. UNCRPD – 2<sup>ème</sup>-3<sup>ème</sup> rapport de la Belgique - Liste de questions :**

#### **a) Suivi de la réunion du Comité de suivi du 23/10/2018**

- OME explique qu'une bonne partie de la réunion a servi à expliquer la méthodologie. Plusieurs participants l'ont remercié en fin de réunion car ils n'avaient pas une vue claire du processus. Ces aspects ne seront plus expliqués au cours des deux réunions suivantes ;
- GM pour certaines recommandations on n'était manifestement pas sur la même longueur d'onde que les membres du Comité. Il faut faire attention à la manière dont on s'adressera à eux cette fois-ci
- EdS demande si en posant des questions sur des articles que nous considérons comme secondaires, nous ne risquons pas que les membres du Comité choisissent en fonction de leurs centres d'intérêts et donc parfois des aspects qui nous intéressent moins
- OME : par rapport à cette crainte, il faudrait peut-être prévoir d'ordonner nos questions de la plus importante à la moins importante. On peut aussi systématiquement se limiter à 5 questions clés par article...
- VvdE insiste pour que l'on pose des questions dans une optique positive: il faut se positionner en "partenaire" d'un changement positif

#### **b) Compte-rendu de la rencontre avec Marine Uldry du 31/10/2018**

- OME explique qu'il a rencontré Marine Uldry. Elle a insisté sur
  - le fait de poser des questions sur des domaines précis et, le cas échéant, de scinder nos demandes de 2014 en 2 ou 3 propositions de questions différentes
  - le fait que les membres du Comité essayent de couvrir l'ensemble des articles de l'UNCRPD, donc, essayer d'avoir des questions sur les domaines ignorés en 2014
  - le fait qu'il ne faut pas hésiter à reprendre des questionnements de 2014 s'ils n'ont pas été rencontrés par l'Etat belge
  - le fait que la liste de question rentrée par l'Allemagne a été particulièrement appréciée par le Comité

#### **c) Préparation des réunions des 20/11 et 7/12/2018**

- OME explique que pour des raisons de temps, il n'a pas été possible d'avoir recours au service traduction. Il a utilisé un logiciel de traduction en ligne. La qualité est-elle suffisante ?
- VvdE :répond que oui, pas de problème
- OME explique que les fiches sont construites systématiquement sur le même schéma : elles sont conçues de manière à pouvoir être utilisées de

manière indépendante, par exemple en transférant la fiche « éducation » à tel collègue pour bénéficier de son expérience.

- d. Le CA confirme que ces fiches sont très bien

#### **4) EDF – Board 2018/11/17-18 : Préparation**

OME explique que Véronique a assuré l'analyse des documents. Il rappelle que, cette fois-ci, la majorité des documents étaient disponibles une semaine à l'avance et que les 2/3 étaient traduits en français, ce qui est un progrès notable.

- 1) Ordre du jour
- 2) Rapport du Président
  - a. GM remarque que le tableau donne une vue correcte des actions de « représentation » de l'exécutif. Les commentaires permettent de comprendre l'enjeu du contenu et éventuellement où se trouvent les problèmes
  - b. EdS fait remarquer que le BDF est un des rares à répondre assez régulièrement aux interrogations de l'EDF
  - c. OME précise « régulièrement » mais en apportant du contenu, car certains répondent systématiquement en disant « très bon travail, merci beaucoup... » ce qui est gratifiant, mais ne fait pas avancer beaucoup le débat.
- 3) EAA : groupe de travail – mise à jour et prochaines actions
  - a. EdS pointe que pour le BDF il n'y a pas de désaccord avec le contenu
- 4) UE – Budget post 2020
  - a. Pas de commentaires de la part du CA
- 5) SDGs et actions externe de l'UE
  - a. Pas de commentaires de la part du CA
- 6) Intelligence artificielle : rapport de la séance parallèle de vendredi
  - a. Conférences virtuelles, il est possible d'y trouver des informations intéressantes
  - b. Il apparaît que l'exécutif a voté une politique contre le harcèlement. Qu'en est-il ? Peut-on l'avoir ?
- 7) Finances : comptes intermédiaires et rapport sur le « co-funding »
  - a. Pas encore reçu
  - b. GM demande si elle ne devrait pas protester ?
  - c. OME relativise : les comptes nous arrivent toujours en dernière minute et, cette fois, c'est l'un des seuls documents tardif ce qui est un progrès. Ce n'est peut-être pas la meilleure réunion pour pointer ce manque
- 8) Rapport d'activité EDF 2018
  - a. GM pointe trois axes importants :
    - i. Le travail réalisé sur le Rapport alternatif et la plus-value apportée par l'EDF
    - ii. Le pilier social EU
    - iii. Remettre l'accent sur la EDC : c'est vraiment important maintenant
- 9) Plan d'action EDF 2019
  - a. Pas de commentaires du CA

10) Rapport du Comité des membres et admissions

- a. Pas de commentaires du CA

11) Rapport du Comité politique sociale et inclusion

- a. Pas de commentaire du CA

12) Droits humains : point de la situation

- Rapport du Comité des droits des PH
  - Pas de commentaire du CA
- UNCRPD et pays européens
  - Pas de commentaire du CA
- Progrès de l'UNCRPD en Europe
  - Pas de commentaire du CA
- General comment 4.3 et 33.3
  - GM explique que la position officielle du CSNPH n'est pas en encore arrêtée sur ce GC. De fait, le GC vient d'être publié. Il n'est encore disponible qu'en anglais. Nous devons le faire traduire en français et en néerlandais. Si nous disons « oui », maintenant, on est pied et poings liés. S'il y a un vote en Board à ce sujet, elle propose de voter « non » momentanément car le CSNPH commence à peine ses réunions pour élaborer une note de position à ce sujet.
  - EdS marque son accord : il est positif de disposer d'une note de synthèse, mais il est trop tôt pour prendre position.
  - ThD confirme que le GC 4.3 et 33.3 est disponible officiellement depuis le 9/11 et n'est pas encore traduit officiellement
  - GM conclut qu'elle va donc demander le report du point
  - GM demande au secrétariat d'assurer la traduction de ce GC7
- Protocol d'Oviedo du Conseil de l'Europe
  - OME rappelle que la position du BDF a été de dire que la Belgique n'est pas signataire du document incriminé. Le BDF n'a pas la force de travail nécessaire pour investir sur ce dossier

13) Elections PE : plan d'action EDF

- GM confirme que les associations travaillent régulièrement sur l'accès au vote, mais pas sur les média. Elle suggère, éventuellement, d'interpeler la RTBF et la VRT :
- VvdE dit qu'elle connaît la personne de contact au niveau « diversité ». Elle pourrait la contacter
- GM confirme qu'au niveau RTBF on peut s'adresser à J.-P. Philippot, maintenant qu'il nous identifie

14) Prochaine présidence EU

- GM pointe que de janvier à juin 2019, la présidence sera à la Roumanie. Apparemment, il accueilleraient le Board, pas l'AGA

## **5) European Accessibility Act (EAA) – Etat d'avancement des négociations sous présidence autrichienne**

1. Vote en Trilogue
2. Communiqué de presse EDF

- EdS demande si l'on sait si l'EDF a prévu une synthèse de ce qu'il y a dans l'EAA ?
- OME répond qu'il n'en sait rien. Mais on aura peut-être des info au travers du Board EDF vu qu'il y a une session consacrée à l'EAA
- 3. Lobbying BDF
  - OME explique que les interpellations semble avoir porté leurs fruits et que la position belge se serait infléchie
- 4. Lobbying Doof Vlaanderen et FFSB
  - OME explique que le CA a reçu copie des interpellation de Doof Vlanderen et FFSB et a pu en prendre connaissance

## **6) Préparation élections européennes : Campagne en ligne de l'EDF**

- GM demande si le BDF peut s'impliquer dans la campagne EU sur les élections européennes : va-t-on répercuter le questionnaire ???
- EdS considère que l'on ne peut pas le reprendre cela comme cela. Au niveau des textes de loi, il n'y a pas grand-chose à changer. On a déjà fait beaucoup en la matière en Belgique
- VvdE ajoute qu'Unia prépare une campagne spécifique à ce sujet
- Le CA conclut que l'on n'investit pas de temps dans ce dossier

## **7) Kinder Rechten Commissariaat – 21/11/2018 : Invitation**

- VvdE n'est pas disponible à cette date.
- OME précise que le BDF n'y sera donc pas représenté vu que PG n'est pas disponible non plus

## **8) Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) – Accessibilité programmes aux personnes présentant un handicap sensoriel :**

- a) Rencontre avec le Cabinet du ministre Marcourt
  - GM explique que son chef de cab a répété l'accord qu'il a négocié avec la RTBF pour que, sur 5 ans, elle obtienne 5 millions et qu'elle s'engage à arriver à 95% des programme « accessibles ». Les associations présentes (FFSB, Amis des aveugles, ...) ont redit leur satisfaction
  - Elle a profité de l'avant-réunion pour avoir une discussion utile avec Alexandre Bloxs
- b) Implémentation et directive complémentaire
  - OME explique qu'à ce stade il ne dispose pas d'éléments d'information à ce propos

## **9) Interprétation en langue des signes : recherche de solutions pratiques**

- OME rappelle la problématique : il y a trop peu d'interprètes en langue des signes en Belgique francophone. Le résultat est que, souvent, les personnes sourdes ne peuvent pas participer pleinement aux réunions de travail du BDF et du CSNPH
- GM explique que la FFSB a perdu beaucoup de force au niveau politique car elle a entré son dossier « éducation permanente » sous le volet « action de terrain ». Ils n'ont pas beaucoup de ressources et doivent développer avant tout des actions de terrain
- ThD demande si rechercher une secrétaire bénévole pour faire du « speech to text » en direct ne pourrait-être une solution ? Ou alors, pour mettre chacun sur un pied d'égalité, chacun tape ce qu'il dit... Il demande s'il n'existe pas des logiciels « speech to text » efficaces ?
- GM suggère que le secrétariat interroge le CRETH à Namur (Michel Mercier) à ce propos
- OME relativise car certaines personnes sourdes n'ont pas une bonne connaissance de la lecture et de l'écriture. Il faudra bien vérifier avec la FFSB ce qui est acceptable ou non

## 10) BDF – AG 2019 : préparation

- Identification des délégués
  - OME explique que, comme chaque année, il enverra à chaque organisation membre une demande d'identification de leurs délégués à l'AG du BDF
  - GM demande d'envoyer à Ouïam Massaoudi pour l'ASPH et l'UNMS
- Comptabilité
  - OME explique qu'il était convenu avec Jorick Govaert qu'il effectuerait l'encodage de la comptabilité 2018 du BDF. Cela ne lui a pas été possible. Ce sera le cas pour le CA de décembre
- Commissaire aux comptes
  - OME explique que Monsieur Angilis a assumé la fonction lors des 3 dernières AGA, mais qu'il avait laissé entendre qu'il ne le ferait plus à l'avenir. Le secrétariat prendra contact avec lui pour vérifier s'il peut le faire pour cette année 2018.
- Partie informative : Candidats aux élections européennes ou Médiateur fédéral
  - OME explique que pour les candidats aux élections européennes, les délais seront trop courts pour pouvoir inviter correctement les candidats aux européennes. Il propose donc d'opter pour la solution « médiateur »
  - Le CA décide d'inviter les candidats aux européennes lors d'une réunion spécifique, fin avril ou début juin et de garder la solution « médiateur » pour l'AGA
  - ThD considère qu'avoir tous les médiateurs permettrait d'avoir tous les points de vue
  - OME attire l'attention sur le fait qu'il existe des médiateurs « sectoriels » en Belgique, comme par exemple le médiateur SNCB. Il y en aurait une vingtaine au total.
  - GM considère qu'il faut se limiter à inviter les médiateurs des « entités fédérées »
  - EdS souhaite préciser quelle serait la demande du BDF aux médiateurs ?
    - Soit avoir leur retour sur les interpellations qu'ils reçoivent des citoyens et voir comment s'en nourrir pour notre rapport alternatif

- ii. Soit savoir comment informer nos membres sur le travail des médiateurs
- g. GM considère que l'objectif du BDF doit être d'alimenter son rapport alternatif
- h. EdS propose que le secrétariat envoie une invitation vers les médiateurs des entités fédérées. Sur base des réponses reçues, nous déterminerons comment réorienter nos questionnements
- i. GM + EdS + ThD constatent qu'il y a un problème d'agenda vu qu'une réunion du Comité de branche de l'AVIQ est fixée à la même date. Après discussion, il est décidé de **proposer à PG de fixer l'AG au 28/02**

## **11) UNCRPD – Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles – Congrès AOMF – 2018-11-7**

- GM explique qu'elle est désolée de ne pas avoir pu y aller, mais elle avait un problème médical. C'est finalement VDE qui a pu la remplacer. Dans les interventions, Michel Mercier a rappelé que dans l'UNCRPD le droit à la sexualité n'existe pas comme tel. Le droit à la contraception, les plannings familiaux ne sont présents. Cet aspect est à garder à l'esprit pour nos rapports alternatifs
- VvdE rappelle qu'en Flandre existent des « points Aditti »
- GM pointe qu'en RW existe la notion d'« assistants sexuels »
- ThD élargit le débat : on a parfois des sujets sur lesquels toutes les organisations sont d'accord mais on a pas les moyens individuellement pour avoir un impact suffisant. Mettons-nous ensemble pour faire une campagne sur un sujet commun
- GM abonde dans ce sens : on pourrait se voir début janvier pour décider de mener une action tous ensemble
- OME fait remarquer qu'il existe un précédent positif avec le badge 03/12
- GM explique que Nathalie Vanderniepen prépare des cartes postales qui vont être distribuées à 60.000 cartes pour 3500€. On pourrait faire ce type d'action tous ensemble sur un sujet commun
- ThD ajoute que si chaque organisation utilise ce type de matériel dans son réseau, l'impact peut être vraiment important
- VvdE propose de profiter du moment où l'on travaille sur le mémorandum pour définir un sujet commun

## **12) SDGs - Campagne de sensibilisation « forum des SDG » - Forum – Flagey - Bruxelles – 23/10/2018 - Suivi**

- OME explique qu'il s'était mis sur la liste d'attente pour pouvoir participer à ce « forum ». Depuis, il n'a pas eu de nouvelles
- Le CA convient de ne rien faire à ce niveau pour l'instant

## **13) EDF – Disability Voice 39 : Points d'attention**

- OME attire l'attention sur le « Toolkit pour l'organisation de réunions ». Il y a peut-être des choses à en tirer au point de vue langue des signes ?
- GM considère que cet outil peut être utile pour Access-i et CAWAB. Elle le leur transmet

## 14) Divers

- EU Disability Card :
  - OME explique que l'EDF demande au BDF prise de parole lors de l'audition organisée par l'Intergroupe du Parlement européen par un utilisateur de l'EDC
  - EDS considère qu'il est important que ce soit Pierre car il est impliqué et motivé.
  - GM demande d'en profiter pour plaider pour un soutien de l'EU pour « contaminer » d'autres pays
  - GM pointe qu'il y a aussi des utilisations imprévues de l'EDC. Elle relate l'anecdote d'une personne qui a beaucoup de problèmes de continence mais se voit opposer un refus quasi systématique pour l'accès aux toilettes des magasins. L'EDC lui permet d'obtenir plus facilement l'autorisation, sans devoir donner plus d'explications
  - OME donne un exemple similaire de la part d'une personnes sourde muette qui a rencontré de grandes difficultés pour faire comprendre sa situation de handicap à des services de police. Disposer de l'EDC aurait été utile pour elle